

N° 153 LE PUBLIPHOBIE 1^{er}-12-2015

« La fourmi est très petite, mais elle entre dans les oreilles du lion. » (Proverbe slave.) Dernier numéro paru : 1^{er}-10-2015 (26^e année).

Feuille sporadique concentrée (à diluer dans une bassine avant absorption), créée le 1^{er} janvier 1990 et déclarée comme association le 1^{er} juillet 1991 (*Journal officiel* du 24-7-1991) : « Faire prendre conscience des procédés publicitaires ou autres, destinés à mettre en condition l'opinion publique ; sensibiliser le public aux nuisances écologiques, aux déséquilibres sociaux et aux risques de manipulation psychologique liés à l'emploi ou à l'abus de ces procédés ; réfléchir sur les enjeux avoués ou non de ces derniers ; organiser des contre-pouvoirs » (statuts). (« LP » : renvoi à un ancien numéro ; « V. » : voir section ... du présent numéro.)

I ■ Erratum

La rédaction du *Publiphobe* présente ses excuses aux lecteurs pour avoir, à la 25^e ligne de la section IV du numéro 152, omis de fermer les guillemets. Merci à Marion Giraud de nous avoir signalé cette erreur.

II ■ Actions du Collectif des déboulonneurs : dixième anniversaire (25 novembre 2005-25 novembre 2015)

Le Collectif des déboulonneurs (v. XVIII) a de nouveau agi en octobre et novembre. Revendication principale : 50 x 70 cm maximum pour toutes les affiches publicitaires. Moyens d'action : non-violence, désobéissance civile, légitime réponse.

Octobre 2015. Le 31, à 19 h, à **Lille** (15, r. G.-Danton, 30, r. de Cambrai, 2, bd V.-Hugo), 7 panneaux (dont 2 obstacles urbains et 2 aubettes) des afficheurs JCDecaux, Clear Channel, Exterion ont été recouverts et/ou barbouillés par 9 militants, devant 40 amis (dont 10 musiciens de la Sambaktivist). Interprétation du *Barbouilleur* (sur l'air du *Déserteur* de Boris Vian).

Novembre 2015. Le 25, à 10 h, à **Paris** (34, av. de la République), 1 obstacle urbain de l'afficheur JCDecaux a été barbouillé par 3 militants qui ont soufflé les 10 bougies du gâteau préparé par leurs soins, en mémoire de la première action du collectif, à Paris le 25-11-2005 (LP92). Le 28, à 15 h, encore à **Paris** (4, bd Saint-Martin), 3 panneaux de l'afficheur JCDecaux et une aubette d'arrêt de bus ont été barbouillés par 6 militants, devant 20 amis, 1 journaliste. Interprétation du *Barbouilleur*. Brève avec photo dans *Le Parisien* du 29. Photos et comptes rendus : <http://www.deboulonneurs.org/>.

III ■ Procès du Collectif des déboulonneurs : la relaxe de 2013 confirmée en appel (Paris, 2 octobre 2015)

Les 6 barbouilleurs qui avaient été relaxés en 2013, pour leur action de 2009, et avaient comparu devant la cour d'appel le 4 septembre 2015, l'afficheur JCDecaux, débouté, ayant interjeté appel (LP152), ont vu confirmés leur relaxe et le déboutement de la partie civile, le 2 octobre 2015. Ils n'auront pas à payer les 895 euros collectifs, ni les 1 500 euros individuels à l'afficheur.

IV ■ Lettre ouverte du relaxé Yvan Gradis à la garde des Sceaux Christiane Taubira (2 octobre 2015)

Madame le Garde des Sceaux, membre du Collectif des déboulonneurs, qui a la joie de vous compter depuis plusieurs années au nombre de ses sympathisants et vous a même dédié un livre, *L'Histoire leur donnera raison*, que j'ai eu l'honneur de vous remettre un jour en main propre à la Sorbonne, j'ai le plaisir de vous annoncer que ce matin cinq de mes amis et moi-même, relaxés en 2013 en première instance, pour barbouillage de panneaux publicitaires et refus de prélèvement d'ADN en 2009, avons gagné notre procès en appel contre l'afficheur JCDecaux, qui nous réclamait des dommages-intérêts (895 euros *in solidum*) et le remboursement de ses frais irrépétibles (1 500 euros à chacun de nous) : la cour a confirmé le déboutement de la partie civile. Dans un esprit de non-violence et de conciliation, estimant que la justice avait fait un pas en avant en reconnaissant la justesse de notre cause, j'ai, tout à l'heure, à la barre, annoncé à la cour que, moi aussi, je ferais un pas en avant et cesserais, le temps d'une année, mes barbouillages antipublicitaires (pour mémoire, les 63 que j'ai faits depuis 2001 m'ont valu 47 conduites au poste, 1 garde à vue de 20 heures, 8 procès, 2 relaxes, 4 condamnations). L'objectif de ma trêve, décision personnelle n'engageant pas mon collectif, est à la fois moral et stratégique : d'une part, prouver que je ne suis pas un barbouilleur compulsif, d'autre part, en tant que lanceur d'alerte, passer le témoin aux pouvoirs publics pour qu'ils prennent à bras le corps le fléau de la pollution publicitaire et y mettent un terme, puisqu'ils en ont les moyens. Je vous prierais donc, Madame le Garde des Sceaux, de bien vouloir transmettre mon message au président de la République et à vos collègues du gouvernement : si, dans un an (début octobre 2016), le problème n'a pas été résolu, je reprendrai les barbouillages, comme je l'ai fait à l'issue de ma précédente trêve d'un an, décrétée lors de ma relaxe en 2013. En me tenant à votre disposition pour approfondir les raisons et de mon combat et de ma trêve, je vous prie d'agréer, Madame le Garde des Sceaux, l'expression de mon profond respect.

V ■ « Le Tam-tam de la pub », exposition de Lucy Watts, ou *Le Publiphobe* dans un camion (Yonne, 2015-2016)

L'artiste Lucy Watts met régulièrement son talent au service de la subversion antipublicitaire (LP149-150). Après avoir lu les 150 premiers numéros du *Publiphobe*, elle en a tiré 14 lithographies joyeuses en vue d'une exposition itinérante destinée aux élèves de l'Yonne entre octobre 2015 et mars 2016. Cette exposition est installée dans « Le Bento », camion-galerie consacré à l'art contemporain par l'association L'Yonne en scène. Objectif : sensibiliser les visiteurs aux manipulations des images publicitaires (v. XIX). (Contact : L'Yonne en scène, 03 86 72 85 36, jaimelyonne@lyonne-en-scene.com, www.lucywatts.com.)

VI ■ Le maire de Lille dénonce les groupes de pression antipublicitaires (Lille, 7 octobre 2015)

Dans quelques mois, à Lille, arrivera à échéance le contrat liant la ville à un certain afficheur publicitaire. Les élus verts aimeraient bien qu'alors la capitale des Flandres suive l'exemple de Grenoble (LP148). Ils ont donc pris contact avec RAP et le Collectif des déboulonneurs (v. XVIII) pour lancer une pétition. Lors d'une réunion du conseil municipal, le 7 octobre 2015, le maire (Martine Aubry), qui avait eu vent de ces contacts, a brandi la pétition et attaqué les élus écologistes, leur reprochant de « se faire les porte-parole d'un lobby [*sic*] contre l'intérêt général » (*lobby* signifie en anglais « groupe de pression ») – par cette périphrase, le maire visait les antipublicitaires. Les élus lui ont répondu qu'ils assumaient de s'appuyer sur l'expertise citoyenne.

VII ■ Propos épars

Périco Légasse (journaliste) : « De voir ces abords d'agglomérations transformés en boulevards de la surconsommation dans un concours de laideur fait mal au ventre. J'ai l'impression qu'en France certains élus locaux ont lancé un concours de mauvais goût pour rendre les choses encore plus moches. Il faut avouer que l'horreur dépasse parfois la fiction. [...] Au cas où l'on tenterait d'y échapper, la publicité télévisée, le plus colossal instrument de propagande de tous les temps, vous martèle le cerveau sans relâche [...] Hélas, la "mochitude" est aujourd'hui la norme, pour ne pas dire la règle. » (*Le Figaro*, 14-7-2014.)

Victoria **Marenzi** (directrice artistique dans le luxe, à propos de sa dernière campagne publicitaire) : « Pour le lancement, en janvier, nous avons une magnifique bâche sur l'hôtel *Lutetia* à Paris (actuellement en rénovation). À cette période de l'année, tout était gris, triste, et il y a eu soudain cette immense toile aux couleurs de Miami... C'était comme une grande source de lumière très joyeuse qui réchauffait et faisait sourire en même temps les passants. » (*L'Œil de la photographie*, 27-3-2015.)

VIII ■ Détournement de 600 obstacles urbains JCDecaux par Brandalism (Paris, 28 novembre 2015)

Brandalism (*brand*, « marque », et *vandalism*, en anglais) est un collectif artistique basé à Londres. L'avant-veille d'une conférence internationale sur l'environnement au Bourget, 50 membres du collectif, aidés par des activistes français, ont détourné 600 obstacles urbains de l'afficheur JCDecaux, l'un des parraineurs de la conférence. Objectif : dénoncer la mainmise des multinationales sur les négociations climatiques. Dans tout Paris, les affiches de ces panneaux ont été, sans dégradation, et moyennant un déguisement de « colleur » d'affiches, remplacées par d'autres, artistiques, humoristiques, subversives, réalisées par 80 artistes de 19 pays. (Contact : brandalism@riseup.net ; tél. : +33 (0) 7 89 79 87 82 ; <http://www.brandalism.org.uk>.)

IX ■ Paysages de France libère le Tarn-et-Garonne

En 2010, Paysages de France (v. xviii) demande au préfet de faire supprimer ou mettre en conformité plusieurs panneaux illégaux. Le préfet refuse d'agir. En février 2012, les démarches amiables restant infructueuses, l'association lui adresse une lettre indiquant le montant estimé du préjudice que ce refus d'agir lui cause, au regard de son objet social. Ensuite, elle saisit le tribunal administratif. En été 2015, l'État est condamné par le tribunal pour carence du préfet.

X ■ Les Reposeurs sont redescendus dans le métro (Paris, 6 octobre 2015)

Les Reposeurs (v. xviii) procèdent par recouvrements non dégradants, dans le métro de Paris, depuis 2012, pour revendiquer la réduction des affiches publicitaires au format de 50 x 70 cm. Le 6 octobre 2015, huit militants ont neutralisé plusieurs stations.

XI ■ Barbouillage au blanc d'Espagne dans le métro (action de RAP, Toulouse, 13 novembre 2015)

À 6 heures du matin, dix militants de RAP (v. xviii) ont recouvert au blanc d'Espagne (ou de Meudon) une cinquantaine de panneaux publicitaires, numériques ou standard, recueillant au passage quelques réactions positives des usagers.

XII ■ 36^e action-cinéma de RAP (Toulouse, 30 novembre 2015)

Après 14 ans d'interruption (la précédente action-cinéma de RAP [v. xviii], la 35^e, ayant eu lieu à Paris le 29 mai 2001 [LP59] – et sans compter celle du 24 juillet 2004, réalisée à Rouen par des militants n'appartenant pas à l'association [LP81]) –, RAP renoue donc avec un rituel qui doit inspirer bien de la nostalgie à ses plus vieux militants...

Pendant le « tunnel » publicitaire précédant le film, six militants se sont levés dos à l'écran, face aux autres spectateurs. Une petite dizaine, parmi ceux-ci, les ont imités, la moitié des gens présents dans la salle regardant par conséquent l'autre moitié !

XIII ■ Interpellations lors de recouvrements simultanés en Suisse romande (28 novembre 2015)

À l'occasion de la Journée mondiale sans achats, une soixante-dizaine de militants antipublicitaires romands, répartis en trois collectifs, ont agi contre la pollution publicitaire, simultanément dans trois villes : Fribourg (Front de libération de l'invasion publicitaire [LP151-152]), Lausanne (Collectif de libération de l'invasion publicitaire) et Genève. Ils ont recouvert environ 400 affiches de contre-slogans, de surfaces vierges ou d'œuvres artistiques. À Fribourg, certains militants auraient été interpellés.

XIV ■ « Le silence des paysages dans le Vermont » (Charlotte Nenner aux États-Unis)

Le 8 septembre 2015, Charlotte Nenner, ancienne élue parisienne et ancienne présidente de RAP (v. xviii), a raconté à ses amis ses vacances aux États-Unis : « Bonjour, les antipublicitaires ! Cet été, j'étais dans le Vermont. Cet État interdit l'affichage publicitaire depuis 1968. C'est marrant comme le silence des paysages ne se remarque pas du premier abord. C'est un sentiment de bien-être et de calme. C'était formidable. On se dit que c'est possible partout. »

XV ■ Langue de téléspectateur

Point n'est besoin d'avoir la télévision (ou plutôt d'être eu par elle) pour observer les dégâts de cette machine à propager les virus : tout le monde a, dans son entourage, au moins un téléspectateur, qu'il suffit d'écouter. Par exemple, le téléspectateur finit par dire : « Une compagnie aérienne low cost. » Le non-téléspectateur, lui, s'obstine à dire : « Une compagnie aérienne à bas prix (ou à bas coût). »

XVI ■ La Simplicité du coup de massue (roman d'Élise Tielrooy, Belfond, 2015)

Histoire d'une mère de famille parfaite devenue militante altermondialiste. Le Collectif des déboulonneurs est mentionné. Signe particulier (et agaçant) : le livre est entièrement écrit au plus-que-parfait, comme si les autres temps du passé n'existaient pas !

XVII ■ Agenda

19-1-2016, Paris : action des Reposeurs (v. xviii) dans le métro ; rendez-vous à 20 h 30, devant l'église Saint-Ambroise (M^o Saint-Ambroise).

XVIII ■ Carnet d'adresses

- Casseurs de pub : 52, rue Crillon, BP 36003, 69411 Lyon Cedex 06 ; tél. 04 72 00 09 82 ; internet : www.casseursdepub.org.
- Collectif des déboulonneurs : contact@deboulonneurs.org ; www.deboulonneurs.org.
- Les Chiennes de garde (contre les violences sexistes symboliques : publicités, insultes, phrases...) : chiennesdegarde.com.
- Paysages de France : 5, pl. Bir-Hakeim, 38000 Grenoble ; tél.-télé. 04 76 03 23 75 ; internet : <http://paysagesdefrance.org/>.
- Les Reposeurs : écrire au « Dernier Panneau », 17, rue Saint-Bernard, 75011 Paris ; contact-reposeurs@riseup.net ; 06 66 78 05 87.
- Résistance à l'agression publicitaire (RAP) : 24, r. de la Chine, 75020 Paris ; tél. 01 43 66 02 04 ; internet : www.antipub.org.

XIX ■ Catalogue

- Prochain numéro seulement : 15 centimes (en timbres) + une enveloppe timbrée à votre adresse.
- Série complète des 152 numéros parus (22 euros, port et enveloppe compris).
- « Du venin publicitaire à l'inertie civique en passant par le brouillard mental », par Yvan Gradis (2 pages).
- « *Le Tam-tam de la pub* » (catalogue de l'exposition de Lucy Watts [v. v], disponible sur demande ; s'adresser au Publiphobe).

XX ■ Abonnement et commandes

- Abonnement : 8 euros les dix numéros (soit un peu plus d'un an). [*Abonnement spécial malvoyants : 12 euros.*]
- Commandes (des articles du catalogue) : sauf indication contraire, envoyez une enveloppe timbrée à votre adresse et la somme indiquée. Si aucun prix n'est indiqué, comptez 8 centimes par page. Timbres, chèques et virements acceptés (« Le Publiphobe », CCP 346257 X Paris).

Ce numéro 153 peut être photocopié et diffusé.

Yvan Gradis

Le Publiphobe, 67, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, France. Tél. 01 45 79 82 44.

(La série complète du *Publiphobe* est téléchargeable sur le site : <http://bap.propagande.org/modules.php?name=Publiphobe>.)